

## II-Les enjeux de la présence française dans les mers et les océans

### A-Des enjeux économiques

- Près de 75% du commerce extérieur du pays emprunte la voie maritime. Les ports occupent une place centrale dans la sécurité d'approvisionnement énergétique du pays. Tout blocage entraîne des pénuries ce qui reflète la dépendance économique du pays à l'égard du commerce maritime.
- Les ressources halieutiques contribuent à la sécurité alimentaire ; chaque Français consomme 35 kg de produits de la mer par an.
- La ZEE française permet d'accéder aux ressources minérales marines, abondantes sur les fonds marins des territoires d'outre-mer. En 2015, un accès accru à ces ressources a été possible par l'extension de la ZEE : des 200 milles traditionnels à 350 milles marins dans le prolongement géologique du plateau continental.
- La sécurité et l'indépendance énergétique pourraient être accrues grâce à l'exploitation des ressources énergétiques marines : énergies éoliennes offshore, hydrolienne, de la houle et des marées.
- Les biotechnologies bleues** sont des techniques visant l'exploitation industrielle d'êtres vivants tels que les micro-organismes ou les cellules animales et végétales d'origine marine. Elles constituent un secteur économique émergent, reposant sur une forte capacité d'innovation. La France est en bonne position aux côtés des Etats-Unis, de l'Australie, du Japon et du Canada.

### B. Des enjeux géostratégiques

- La France s'appuie sur sa puissance navale, sur ses bases navales ultramarines ou non, **pour sécuriser ses approvisionnements et lutter contre les entraves à la libre circulation**. Ainsi, elle participe à des opérations maritimes communautaires ou internationales visant à **lutter contre la piraterie et le terrorisme** à proximité des routes maritimes majeures.
- La lutte contre la pêche illégale** permet de protéger l'accès des pêcheurs français aux ressources de la ZEE, comme au large de la Réunion ou de la Guyane.

### Dossier page 92 : en Guyane ; lutter contre la pêche illégale

- La situation est conflictuelle dans les eaux guyanaises car des pêcheurs des pays voisins de la Guyane (Brésil, Surinam, Guyana) viennent illégalement pêcher dans les eaux territoriales françaises.
- Les conséquences pour les pêcheurs guyanais sont très négatives : il s'agit d'une concurrence d'autant plus illégale que ces pêcheurs utilisent des filets à plus petites mailles qui mettent en péril certaines espèces.
- L'État utilise les moyens de surveillance de sa marine pour patrouiller dans les eaux territoriales. Il peut décider d'opérations spéciales qui mobilisent d'importantes forces militaires, comme en octobre 2019. Le succès n'est que ponctuel car ces opérations demeurent trop rares : les pêcheurs guyanais s'en plaignent et organisent eux-mêmes des expéditions contre les pêcheurs clandestins.

-La puissance navale et le maintien de la souveraineté française sur son domaine maritime constituent des enjeux de puissance majeurs. Les droits que lui confère sa ZEE sont les fondements de sa lutte contre les trafics illicites de drogue ou de migrations clandestines. La France souhaite préserver l'intégrité de son domaine maritime face aux revendications des pays voisins :

### Etude de cas pages 82 et 83 / les îles Éparses , entre oubli et convoitises

- Les îles Éparses peuvent être qualifiées de confettis d'empire car ce sont de très petits territoires, français depuis l'époque des conquêtes coloniales du XIXe siècle.
- Les dirigeants de Madagascar revendiquent la souveraineté sur les îles Éparses au nom de la décolonisation. La France tient à rester présente pour des raisons stratégiques (route maritime fréquentée), économiques (richesse en hydrocarbures) et environnementales (espaces d'une grande richesse).
- Un accord a été signé entre l'île Maurice et la France concernant l'île de Tromelin en 2010 pour la « cogestion économique, scientifique et environnementale ».

### C-Des enjeux environnementaux

-La possession du 2<sup>e</sup> domaine maritime du monde confère des droits mais aussi des responsabilités en matière de préservation des écosystèmes marins. La protection du milieu marin est au cœur de la politique **des aires marines protégées** : espace qui cherche à concilier protection de la nature et développement durable d'activités (parc naturel marin, parc national, réserve naturelle).



## Dossier pages 90 et 91

- La France est actuellement en seconde position pour la surface marine protégée derrière les États-Unis. On peut parler d'une course à la protection car les pays ne cessent de fixer des objectifs plus ambitieux à atteindre, pour la France 30% des surfaces marines.
- La France planifie sa protection en fixant de nouveaux objectifs pour chaque décennie. L'objectif de 30% correspond à la décennie 2020-2030.
- L'aspect quantitatif de la protection masque des niveaux de protection variable puisque l'objectif annoncé est qu'un tiers des surfaces protégées bénéficient d'une forte protection. 17 statuts différents existent qui diffèrent selon l'interdiction plus ou moins étendue des activités économiques à l'intérieur des aires protégées. Les réserves naturelles bénéficient de la haute protection.

La réglementation, les dispositifs de prévention et de surveillance, les interventions navales contribuent à la lutte contre la pollution et la surpêche.

-L'exploitation des ressources marines est nécessaire au **développement durable** : qui doit permettre la satisfaction des besoins des générations actuelles sans compromettre celles des générations futures ; fondé sur 3 piliers, économique, social et environnemental (Rapport Brundtland 1987). LA promotion des énergies maritimes permettra au pays de respecter ses engagements en vue d'atteindre 40% des énergies renouvelables à l'horizon 2030. Celles des biotechnologies bleues contribuera à un développement plus durable grâce à des bases industrielles reposant sur des ressources renouvelables.

## Conclusion

L'importance de la ZEE et la qualité de sa mise en valeur, associées à la connaissance du milieu marin, à la puissance de la marine nationale et aux acteurs économiques de la mer contribuent à faire porter la voix de la France dans les organisations internationales maritimes (organisations régionales de gestion de la pêche, ou au sein de l'UE, ou encore dans le cadre des négociations sur la protection des ressources de la haute mer qui ont actuellement lieu aux Nations Unies).

Si l'on peut conclure de cet ensemble que la France est une puissance maritime, il faut garder présent à l'esprit que la concurrence est de plus en plus vive pour faire prévaloir ses vues. Il existe une marge de progression mais cela suppose des investissements et des orientations claires. La volonté politique en ce domaine semble de plus en plus importante : « En mer, la puissance de demain implique comme à l'accoutumée de disposer de moyens de surveillance et d'intervention conséquents, mais elle réside également dans la création de nouvelles règles juridiques d'application mondiale. La France, en charge de son immense zone économique exclusive et de l'excellence de sa recherche scientifique, doit assumer sa responsabilité dans ce domaine. »

Rapport Blue Growth de 2010-2012 de la Commission européenne, rapport parlementaire « Mers et océans : quelle stratégie pour la France ? » déposé en juin 2019, discours du président de la République aux Assises de l'économie de la mer (Montpellier, décembre 2019).

## Repères spatiaux à maîtriser

- les mers et océans principaux;
- les deux canaux les plus fréquentés au monde (Panama et Suez);
- les détroits les plus fréquentés au monde (Malacca, Pas-de-Calais, Gibraltar, Ormuz);
- les 3 grandes façades maritimes mondiales (européenne du Havre à Hambourg ; américaine du nord de Boston à Miami ; asiatique de Tokyo à Singapour);
- les 5 principaux ports mondiaux (selon le tonnage et pour le trafic de conteneurs);
- les trois grandes zones industrialo-portuaires françaises; •
- les 5 DROM (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Mayotte, La Réunion); • les 5 COM (Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Wallis-et-Futuna, Polynésie Française), les TAAF et la Nouvelle-Calédonie.